

Conseil d'Etat zurichoïsis : le gouvernement du non

Autor(en): **Schwaab, Jean Christophe**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **41 (2004)**

Heft 1622

PDF erstellt am: **15.05.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1019352>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Le gouvernement du non

La démission du conseiller d'Etat zurichois Christian Huber trahit une fois de plus le penchant de l'UDC pour l'opposition, malgré la volonté de renforcer sa présence dans les gouvernements cantonaux.

L'UDC zurichoise a une longue tradition de gouvernement. Malgré le durcissement des positions et la politique de plus en plus oppositionnelle de la section la plus emblématique de ce parti, personne n'a songé ces dernières années à lui contester ses deux sièges au Conseil d'Etat. Mais pour la succession du responsable des finances Christian Huber, l'ancien allié démocrate-chrétien a lancé un candidat, arguant qu'à l'instar de la situation au niveau fédéral, l'UDC n'est plus capable de se comporter en parti de gouvernement.

Christian Huber a démissionné en septembre dernier, lassé par les attaques incessantes de son propre parti. Pourtant, le magistrat UDC, dont les compétences lui avaient valu les louanges de tous bords, avait tout pour plaire à sa base et a

fait beaucoup pour traduire les revendications de son parti dans la politique financière du canton. Sous sa direction, paquets d'économies (dont le dernier a été accepté par le peuple lors de la votation de septembre) et baisses d'impôts se sont succédés. Mais l'UDC en a voulu toujours plus. Le parti, relayé par son satellite anti-impôts, la «Ligue des contribuables», n'a eu de cesse d'attaquer son conseiller d'Etat et de refuser les budgets qu'il défendait, au prétexte que les mesures n'allaient pas assez loin. Christian Huber s'est aussi souvent retrouvé au centre des attaques contre les salaires des magistrats, fers de lance des tentatives systématiques des agrariens zurichois de décrédibiliser l'Etat et la «classe politique».

L'intervention du conseiller d'Etat contre le paquet fiscal a

encore envenimé la situation: la menace d'exclusion du parti a même été lancée, mais sans suite. La démission de Huber n'a rien apaisé. Sitôt sa décision rendue publique, le ministre a été traité de «paresseux filant vers une retraite dorée» par le chef du groupe UDC au Grand Conseil.

Le parti de l'opposition

L'aile «dure» de l'UDC n'est donc effectivement pas capable de se comporter en parti de gouvernement. Ses élus sont contraints d'appliquer son programme à la lettre. Lorsqu'ils se rendent compte que ces revendications extrémistes ne pourront pas être appliquées dans leur intégralité, ils sont accusés de trahison et le parti tente de les mettre au pas par tous les moyens. Cette stratégie d'opposition permanente a des effets électoraux: malgré ses succès

dans les législatifs, l'UDC peine toujours à entrer dans les exécutifs. Le dernier exemple étant Bâle-Ville, où l'égérie de l'aile droite de l'UDC, Angelika Zanolari, n'a fait qu'un score très médiocre, lors de l'élection au Conseil d'Etat, malgré le nouveau renforcement du parti au parlement.

Maintenant, le parti zurichois a désigné Toni Bortoluzzi, membre de son aile la plus dure, comme candidat à la succession Huber. Pour les radicaux, qui font profil bas afin de ne pas se mettre à dos leur puissant allié, Bortoluzzi a «la carrure d'un homme de gouvernement». Mais pour la majorité de la classe politique, son élection confirmerait plutôt l'UDC dans sa stratégie d'opposition, tout en lui permettant de participer au gouvernement. jcs

Réseaux

Tous les hommes de Zurich

La publication de listes des personnalités qui font fonctionner la vie publique est courante. Dans la France des années trente, «les deux cents familles» qui étaient censées dominer l'économie avaient eu du succès lors de l'avènement au pouvoir du Front populaire. En Suisse, de telles listes existent aussi. En Suisse romande par exemple, le journaliste Michel Baettig a publié en 1977 *Ceux qui font Genève*. L'exercice continue d'intéresser les lecteurs puisque *Das Magazin*, supplément hebdomadaire du *TagesAnzeiger*, a consacré sa première édition d'octobre à la présentation des acteurs qui font fonctionner Zurich. Il y en a également un peu plus de deux cents, pas tous zurichois, du monde de l'économie, des arts, des médias. Il y a des omissions qui ne font probablement pas plaisir. Le professeur Christoph Morgeli, conseiller national UDC, est sur la liste, mais le président du parti, Ueli Maurer, n'y est pas.

Trois personnalités sont citées en relation avec le Parti socialiste: le conseiller fédéral Moritz Leuenberger, «seule personnalité véritablement importante de la gauche moderne dans la politique suisse...», le maire de Zurich, Elmar Lederberger, «auquel il manque la confiance aveugle que l'économie accorde traditionnellement à un radical» et le publicitaire Hermann Strittmacher, propriétaire de l'agence GKG, «fan depuis des années du Parti socialiste et des Grashoppers dont il est membre du comité...». Les éditeurs sont bien représentés. Concernant Ringier, *Das Magazin* parle d'une mafia du pied sud du Jura constituée par Frank A Meyer, Werner De Schepper, rédacteur en chef de *Blick*, et Bernhard Weissberg. Notons aussi la présence de Hans Peter Rohner, chef de Publigroupe à Lausanne, pour son influence dans la concentration en cours dans la presse suisse, via *economiesuisse*. cfp